

CONVENTION 2023 - Aide à la production cinématographique
Entre Carma Films et Bordeaux Métropole

Entre les soussignés

Carma Films, SAS, dont le siège social est situé à 7 rue des Bretons - 93210 La Plaine St Denis représenté(e) par **Christophe Carmona, Directeur général** dûment habilité (e)
Ci-après désigné(e) « organisme bénéficiaire »

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par son Président, Alain ANZIANI, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 2023/xxxx du Conseil métropolitain du 1/12/2023
Ci-après désigné « Bordeaux Métropole »

PREAMBULE

Bordeaux Métropole a retenu, dans le cadre de ses compétences en matière de **développement économique**, le projet initié et conçu par l'organisme bénéficiaire décrit à l'Annexe 1– Projet, laquelle fait partie intégrante de la convention.
Ce projet est conforme à l'objet statutaire de l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention à l'organisme bénéficiaire.

L'organisme bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule projet décrit à l'Annexe 1 - Projet pour la période **2023/2024** .

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à 25 000 € équivalent à 0,57 % du montant total estimé des dépenses éligibles au titre du

projet pour lequel la subvention est sollicitée (d'un montant de 4 401 936 euros), conformément au budget prévisionnel figurant en Annexe 2.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée est inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles seront inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles} \times \text{Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que l'organisme bénéficiaire devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 5.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule.

Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 70 %, soit la somme de 17 500 €, après signature de la présente convention ;
- 30 %, soit la somme de 7 500 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 5.1, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 2.

La subvention sera créditée au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS

5.1. Justificatifs pour le paiement du solde

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la réalisation du projet et au plus tard le 31 août 2025, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire, un compte rendu financier, signé par le Directeur général ou toute personne habilitée, et conforme à

l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif (notamment le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé) et qualitatif du programme d'actions comprenant a minima les éléments mentionnés à l'Annexe 3.

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

5.2. Justificatifs complémentaires à fournir obligatoirement

L'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2025, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- les comptes annuels de l'organisme signés et paraphés par le Directeur général (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels)
- le rapport d'activité ou rapport de gestion.

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

- L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents utiles de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'organisme bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée.

Il devra être en capacité de produire à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe l'organisme par écrit.

ARTICLE 11. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 12. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex

Pour l'organisme bénéficiaire :

Monsieur le Directeur Général, Christophe Carmona
7 rue des Bretons - 93210 La Plaine St Denis

ARTICLE 14. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : Programme d'action ou Projet
- Annexe 2 : Budget prévisionnel
- Annexe 3 : Modèle de compte-rendu qualitatif et financier

Fait à Bordeaux, le xx/xx/xxxx, en 3 exemplaires

Signatures des partenaires

Pour la société Carma Films

Pour Bordeaux Métropole

**Le Directeur Général
Christophe Carmona,**

Le Président, Alain Anziani

Annexe 1 Projet

Projet proposé ans le cadre de l'application de la convention pluriannuelle entre la Région Nouvelle-Aquitaine, le CNC, l'Etat (Direction régionale de l'action culturelle), 6 départements de la Région et Bordeaux Métropole, et sur recommandation du comité régional du Fonds de soutien au cinéma et à l'audiovisuel après instruction de l'Agence culturelle de la Région Nouvelle-Aquitaine (ALCA), de soutien aux productions d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles se déroulant en totalité ou en partie sur le territoire métropolitain.

Alexandra Ehle est une série de fiction audiovisuelle pour France 3, épisode 12 et 13

Synopsis

Episode 12 - Une momie non répertoriée est retrouvée enfermée dans un sarcophage des réserves du musée archéologique de Bordeaux. Avec son habituelle malice, Alex va devoir ruser pour aider son flic de frère à élucider ce meurtre, celui de François Von Kert, brillant archéologue disparu depuis 70 jours. C'est sans compter l'irruption dans leur vie de leur père qu'ils pensaient décédé. Un escroc notoire et... accessoirement procureur sur le dossier.

Episode 13 - Le corps d'une jeune femme est retrouvé peint en bleu et exposé telle une œuvre dans un centre d'art numérique. Une belle fin pour une artiste, mais une fin tout de même. Pour décoder le message de cette mise en scène ironique, une plongée dans le milieu de l'Art Contemporain bordelais attend alors Alex. Mais pour être efficace, il va lui falloir rallier à elle sa nouvelle assistante, qui est chargée en secret de documenter ses dérives pour la faire virer...

Annexe 2 Budget prévisionnel

| CHARGES (en euros) | | PRODUITS (en euros) | |
|---|--------------------|---|--------------------|
| | Budget 2023 (1) | | Budget 2023 (1) |
| Charges directes affectées au projet | | Ressources directes affectées au projet | |
| 60 – Achats | 258 765 | 70 - Ventes de produits finis, prestations de services | 3 242 000 |
| Achats d'études et de prestations de service | 0 | Vente de produits finis, de marchandises | |
| Achats stockés de matières et fournitures | 258 765 | Prestations de services | 3 242 000 |
| Achats non stockables (eau, énergie) | 0 | Produits des activités annexes | |
| Fournitures d'entretien et de petit équipement | 0 | Parrainages (7063) | |
| Fournitures administratives | 0 | 74 - Subventions d'exploitation | 491 000 |
| Autres fournitures | 0 | État (préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)) | |
| 61 - Services extérieurs | 326 096 | Conseil Régional (<i>Région Nouvelle-Aquitaine</i>) | 100 000 |
| Sous traitance générale | 326 096 | Conseil Départemental | |
| Locations mobilières et immobilières | 0 | Bordeaux Métropole | 25 000 |
| Entretien et réparation | 0 | Autres EPCI | |
| Primes d'assurance | 0 | Ville de Bordeaux | |
| Documentation | 0 | Autre(s) commune(s) | |
| Divers | 0 | Organismes sociaux | |
| | | Fonds européens | |
| 62 - Autres services extérieurs | 546 008 | Emplois aidés | |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 0 | Autres (précisez) : CNC | 366 000 |
| Publicité, publications | 0 | Aides privées : | |
| Déplacements, missions et réceptions | 508 334 | 75 - Autres produits de gestion courante | 0 |
| Frais postaux et de télécommunication | 0 | Cotisations | |
| Services bancaires | 0 | Dons manuels (75411) | |
| Divers+ Assurances | 37 674 | Mécénats (75441) | |
| 63 - Impôts et taxes | 0 | Abandons de frais de bénévoles (7541) | |
| Impôts et taxes sur rémunérations | 0 | Autres | |
| Autres impôts et taxes | 0 | | |
| 64 - Charges de personnel | 2 613 851 | 76 - Produits financiers | |
| Rémunérations du personnel | 1 685 124 | 77 - Produits exceptionnels | 0 |
| Charges sociales | 788 727 | Reprises de subventions (777) | |
| Autres charges de personnel (Salaire Producteur) | 140 000 | Autres | |
| 65 - Autres charges de gestion courante (Droits d'auteurs) | 240 975 | 78 - Reprises sur amortissements et provisions | |
| 66 – Charges Financières | 56 831 | 79 – Transfert de charges | |
| 67 - Charges exceptionnelles | 0 | | |
| 68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements | | Autofinancement le cas échéant | 668 936 |
| 69 - Impôt sur les sociétés | | | |
| Charges indirectes affectées au projet | | Ressources indirectes affectées au projet | |
| Charges fixes de fonctionnement | 359 411 | | |
| Frais financiers | 0 | | |
| Autres | 0 | | |
| TOTAL DES CHARGES DIRECTES ET INDIRECTES | 4 401 936 | TOTAL DES PRODUITS DIRECTS ET INDIRECTES | 4 401 936 |

Annexe 3
Modèle de compte-rendu qualitatif et financier

Recommandations pour la présentation du bilan qualitatif et quantitatif de l'action

Cette fiche est destinée à vous aider à la réalisation du bilan de l'action pour laquelle Bordeaux Métropole vous a accordé un financement. Ce bilan doit permettre aux responsables de l'organisme de rendre compte de l'utilisation des subventions accordées.

Nom de l'organisme bénéficiaire :

Intitulé de l'action :

1. BILAN QUALITATIF DE L'ACTION

Date(s) de la manifestation :

Durée de la manifestation (nombre de jours...) :

Fréquence de la manifestation (annuelle...) :

Manifestation gratuite payante

Vente de produits et/ou services : oui non

Visiteurs, participants :

Quelles ont été les actions entreprises ? Décrire précisément les actions mises en œuvre

L'intérêt de votre projet pour la métropole bordelaise :

Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?

Liste revue de presse et couverture médiatique :

Liste de vos outils de communication (site internet, plaquettes...) :

2. BILAN FINANCIER DE L'ACTION

2.1. Fournir le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé

2.2. Décrire les règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires ...) :

2.3. Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget financier définitif :

2.4. Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de l'organisme,

certifie exactes les informations du présent compte rendu

Fait, le : | | | | | | | | | | **à**

Signature :